



RÉUNION DES POINTS FOCALUX NATIONAUX DES PAYS LES MOINS AVANCÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (IPOA)

MOBILISER LES RESSOURCES FINANCIÈRES
NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT ET AU
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

New York, le 14/11/2019

Presentation: Mahamadou BOKOUM

Directeur du Suivi et de l'Evaluation des Politiques Economiques et sociales

INTRODUCTION (1/2)



LE BURKINA FASO

- Un pays au cœur de l'Afrique de l'Ouest;
- Le taux de croissance démographique est de 3,1% (196-2006);
- Plus de 19 632 147 habitants en 2018;
- Une incidence de la pauvreté en 2014 s'établit à 40,1% pour un seuil monétaire évalué à 153 530;
- Les indicateurs d'accès aux services sociaux de base sont en évolution croissante (La présentations du RNV au FPHN en juillet 2019);
- Un taux de croissance du PIB réel de 6,8% en 2018 contre 6,3% en 2017 avec une projection de 6 pour 2019;
- Un taux d'inflation établi à 2,0% en fin décembre 2018;

INTRODUCTION (2/2)



- La crise sécuritaire que traversent les pays de l'Afrique de l'Ouest en général et notre pays si elle n'est pas résolue urgemment, va compromettre les perspectives économiques amorcées depuis 2015,





MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

MOBILISATION DES RESSOURCES INTERNES



Cible (précisez)	Mesures prises pour atteindre l'objectif	Résultats ou impacts	Enseignements tirés
<p>1. Les recettes propres vont évoluer de 1286.9 milliards en 2015 à 2526.3milliards en 2020 et 1999.5 en 2018;</p> <p>2. part des industries extractives dans le PIB, de 7,9% en 2015 à 10,2% en 2020, et 9% en 2018</p>	<p>Elaboration de deux référentiels de SCADD_2011-2015 pour une ambition de 7 496,2 milliards de FCFA PNDES_2016-2020 pour 15 395,4 milliards de francs CFA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, ▪ la restructuration des administrations fiscale et douanière, ▪ l'opérationnalisation de la facture normalisée, ▪ la mise en œuvre des télé-procédures pour les déclarations et les paiements des taxes et impôts en ligne, l'opérationnalisation de la plate-forme SYLVIE, ▪ la géolocalisation des marchandises en transit, ▪ Etc 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les recettes mobilisées sont passées de 1047,249 milliards de FCFA en 2011 à 1754,866 milliards de FCFA en 2018 (dominées par les recettes fiscales qui représentent 77% en 2018 en 2018 ; ➤ les recettes propres ont augmenté de 10,2% en 2018 par rapport à 2017 pour s'établir à 1 530,8 milliards de FCFA ; ➤ la contribution du secteur minier au budget de l'Etat a est passée de 117,2 milliards de FCFA en 2011 à 237,4 milliards de FCFA en 2018 (presque doublé) ; 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ La conception d'un système intégré d'information fiscale permettra la poursuite de la modernisation des administrations fiscales ; ❖ L'exploitation du potentiel des recettes de service et minière comme apanage pour l'amélioration des ressources.



MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT



Cible (précisez)	Mesures prises pour atteindre l'objectif	Résultats ou impacts	Enseignements tirés
<p>1. Le ratio moyen de l'APD/PIB est maîtrisé</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, ▪ L'élaboration annuelle des rapports sur la coopération et le développement; • la rationalisation des exonérations fiscales et douanières • l'amélioration de la gestion des restes à recouvrer 	<p>Le volume de ressources reçues des partenaires au développement est passé de 1 144,18 millions de dollars US en 2011 à 1 489,19 millions de dollars US en 2018 soit un montant cumulé de 9329,49 millions de dollars US ;</p> <p>Le montant cumulé des décaissements de l'APD s'établit à 1 055,34 milliards FCFA à fin 2018 sur une prévision de 3 094,1 milliards de FCFA (34,10%) ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'affirmation de la volonté politique et du leadership du Gouvernement ; ✓ la définition d'orientations claires de la coopération qui tiennent compte du contexte national et dans le respect des engagements internationaux ; ✓ le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs intervenant dans le domaine;



MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

DETTE EXTÉRIEURE



Cible (précisez)	Mesures prises pour atteindre l'objectif	Résultats ou impacts	Enseignements tirés
<p>1. La dette est maîtrisée à un niveau de prudence par rapport au PIB</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) et ; 2. l'actions des donateurs bilatéraux ; 3. La mise en place d'un dispositif institutionnel d'endettement dont la force résidant dans la spécialisation des tâches effectuées par chaque structure en matière d'endettement ; 4. Le contrôle des actes d'endettement par les Institutions nationales telles que l'Assemblée Nationale (ratification des accords de prêts) et le Conseil Constitutionnel (visa de conformité sur les projets de convention) ; 5. L'encadrement de l'endettement du pays par une politique nationale d'endettement adoptée en 2008 ; 	<p>✓ Ainsi, l'encours de la dette extérieure est passé de 1172,26 milliards de FCFA en 2011 à 1 909,56 milliards de FCFA en 2018, soit un taux de progression moyen de 6,38% (soit 69,17% de la structure totale de la dette publique) ;</p> <p>✓ Le service de la dette extérieure est passé de 29,61 milliards de FCFA en 2011 à 78,14 milliards de FCFA en 2018 (soit 32,63% de la structure de la dette)</p>	<p>1. La gestion de la dette interieure est un levier indispensable pour une maitrise de la dette publique (l'encours est passé de 287,36 milliards de FCFA en 2011 à 1456,39 milliards FCFA en 2018 (croissance annuelle moyenne de 22,49%).</p>



MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS



Cible (précisez)	Mesures prises pour atteindre l'objectif	Résultats ou impacts	Enseignements tirés
<p>❖ L'amélioration du classement de Doing Business du Burkina Faso de 143e sur 189 en 2015 à 130e en 2020 et de 137 en 2018</p>	<p>Nombreuses réformes notamment juridique et financier (un Comité de pilotage de suivi des indicateurs « DOING BUSINESS »)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le Burkina Faso est classé au 4ième rang des réformateurs les plus constants dans le rapport DOING BUSINESS en 2011. Dans le rapport 2014, le pays venait en tête comme étant la première économie de l'UEMOA sur la facilité d'entreprendre des affaires ; 2. les flux d'investissement direct étranger ont été en moyenne de 277, 82 millions de \$ USA sur la période ; 3. Des baisses des IDE enregistrées en 2014, 2015 et 2017 s'expliqueraient par les différentes crises (crise socio-politique de 2014-2015 et la recrudescence des attaques terroristes à partir de 2016); 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Engagement des investissements structurants nécessaires à orienter les investisseurs vers des secteurs de production tels que l'industrie manufacturière et l'agriculture reste nécessaire pour mobiliser les IDE



MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

LES TRANSFERTS DES FONDS



Cible (précisez)	Mesures prises pour atteindre l'objectif	Résultats ou impacts	Enseignements tirés
<p>Les envois de fonds des travailleurs et rémunération des salariés doivent représenter au moins 5% du PIB</p>	<p>Mise en place du cadre réglementaire et institutionnel de la gestion de la diaspora;</p> <p>Mise en place des mesures incitatives</p>	<p>Les envois de fonds des travailleurs et rémunération des salariés ont évolué de 2% à 3% pour une moyenne de 2,93% du PIB entre 2011-2018.</p>	<p>Création des conditions nécessaires faciliterait les transferts dont une partie non négligeable pourrait financer les actions de développement ;</p> <p>la compétence de la diaspora peut être requise pour accompagner le Gouvernement dans le développement socioéconomique.</p>



Merci pour votre aimable
attention

